

BILAN P'ACTES EUROPÉENS FIN 2014

Histoire d'un partenariat avec la FPH qui touche à sa fin

Depuis 1996 : Origines du partenariat avec la FPH pour des « pactes locaux » : la loi pour la cohésion sociale et l'emploi

Débats collectifs organisés en amont de « la loi de cohésion sociale » par la FPH. La loi n'est pas votée avant la dissolution de l'Assemblée Nationale de 1997. La FPH relance le débat en 1998 autour de l'approche territoriale de la nouvelle loi de « lutte contre les exclusions ». Il est piloté par l'AEIDL, le CRIDA, la FPH, la LDH, l'UNIOPSS. La préparation est confiée à Martine Theveniaut-Muller de l'Association PARI, Languedoc-Roussillon, déjà invitée en 1996. Elle va au devant de porteurs d'initiatives innovantes en France pour les associer aux débats. Un « Manifeste » à tous les parlementaires analyse la crise profonde d'une action publique étatique et compartimentée, en France et en Europe, met en avant la notion clé de « pacte local », et fait des propositions.

Fin de l'étape : La démarche est à l'origine d'un collectif permanent de signataires volontaires

De 1998 à 2005 : Constitution par étapes d'un projet collectif

Ce collectif informel construit ses outils: une définition, une grille d'analyse du pacte local, la mise en forme d'un nombre significatif de leurs expériences (complétées par d'autres), des visites de terrain pour expérimenter la pertinence de leur grille en situation, la préparation collective d'une publication : « *Des alliances pour des territoires innovants et solidaires : Les pactes locaux pour la cohésion sociale et l'emploi* » (DF 128, 2001 <http://www.eclm.fr/ouvrage-57.html>)

Faire exister les pactes locaux comme collectif : la priorité est accordée à l'expérience pour produire de l'intelligence collective. Leurs relations sont horizontales, croisent une grande diversité de membres et de réseaux d'appartenance. Elles sont suivies dans le temps et s'entretiennent par la remise en débat public périodiques de leurs résultats.

Fin de l'étape : Le collectif se transforme en association et affirme son projet collectif en 2005. Cahier de Propositions n°1 : « 1+1=3 » en 2004 (http://www.pactes-locaux.org/bdf/docs/cahier_pactes_locaux1.pdf)

De 2005-2011 : Du local au global : construisons l'Europe

« **En route vers Lux'09** » : L'association se saisit de l'opportunité du « Forum Lux'09 » du RIPESS (rencontre n°4). En tant que membre du COPIL, elle propose un atelier « Participation citoyenne et ancrage territorial d'une économie plus solidaire », ouvre une plateforme européenne de travail et anime l'organisation d'un cycle de 6 rencontres sur 18 mois, dans 5 régions de France et au Luxembourg, sur des thèmes différents et complémentaires. Une même grille d'analyse est utilisée pour mutualiser les enseignements à une nouvelle échelle.

« **En route vers Manila'13** » : L'ouverture sur le monde se concrétise dans le prolongement des relations mises en place pour « LUX'9 » pour la préparation asiatique de la rencontre n°5 du RIPESS : Tokyo 2009, CA RIPESS international, FPH 2011, Kuala Lumpur 2011). En 2012, ils préparent l'Atelier international « les expériences de l'ESS dans les territoires », (Forum internet, 3langues) avec le mandat du RIPESS Europe et participent en binôme fondateur/nouveau membre à Manila'13 Cette étape de développement permet de formaliser le **Voyage Apprenant** comme méthode de mutualisation et de transfert d'expériences. Elle consacre aussi **sa reconnaissance par les pairs en 2011**: membre fondateur transversal du RIPESS Europe pour son approche territoriale (Barcelone) ; en délégation à 8 au FIESS (Montréal); membre actif du Collectif Rio+20 pour préparer le Sommet de la Terre (Porto Alegre et RIO+20 étendu en 2012) ; puis dans le cadre de la Campagne Post-2015 en cours ; FSM Tunis 2013.

Fin de l'étape : L'association se transforme en P'actes Européens pour tenir compte de l'évolution de ses adhérents. Elle s'affirme au Comité des Régions Européennes, en nov 2010 au service « d'une économie territoriale coopérante », exemples à l'appui, dans le cadre de la politique de cohésion EU2020. Cahier de Propositions n°2 en 2011: « Faire P'acte »
http://www.pactes-locaux.org/bdf/docs/fairep_acte.pdf

Depuis 2012 : Le tournant est engagé pour devenir opérationnel et autonome

Ouvertures vers les milieux scientifique et académique : interventions, publications de papiers de fond dans diverses revues par plusieurs des membres, participations aux RIUESS 2013 (Angers), 2014 (Lille) contribuant à « la construction des savoirs dans la transition ».

Une étape importante est franchie en 2012 avec le « Partenariat éducatif Grundtvig » PACTES (Plateforme d'Apprentissage et de Coopération vers des Territoires Européens Solidaires). Ce 2^d cycle de 6 Voyages Apprenants, dans 5 pays d'Europe entre oct. 2012 et mai 2014, a fédéré et fait progresser le réseau : promotion du Voyage Apprenant comme méthode pédagogique, constitution d'une boîte à outils d'expériences et de solutions européennes disponibles et transférables. L'évaluation de l'Agence française acte ces avancées : « *Le projet a permis la consolidation d'un réseau d'acteurs professionnels à l'échelle européenne. Le nombre important de visites de terrain (...) associé à l'accès des participants à la diversité culturelle et linguistique, constitue un élément important de la valeur ajoutée de votre projet. Vous avez également assuré une large diffusion du projet et de vos activités, au sein des réseaux spécialisés(...)* ».

Depuis 2012 : Le format du Voyage Apprenant est adapté pour des étudiants en master 2 ESS de l'Université de Haute Alsace, Mulhouse. Il fait l'objet d'une validation académique. D'autres formes d'application sont actuellement apportées par de nouveaux membres (durées, publics, objectifs ...).

À partir de 2015 : La suite de l'histoire est à écrire

Une enquête approfondie d'aide à la décision a été réalisée auprès des membres par une personne extérieure, pour établir un bilan (atouts, faiblesses, attentes, disponibilités, propositions) en amont de l'AG de novembre 2014.

Un calendrier à six mois a été défini pour rechercher des moyens de financer les 3 chantiers de travail validés par les membres et pour expérimenter une forme de coordination plus collective et plus européenne à l'avenir.

Bilan préparé par Martine Theveniaut
Le président France Joubert